

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 6 JANVIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/8 CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION D'UNE EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC DES HOSPICES CIVILS DE LYON - AMENAGEMENT DANS LE PROLONGEMENT D'UN TROTTOIR EXISTANT - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/8

BUREAU DU 6 JANVIER 2025

**O B J E T : CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION D'UNE
EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC DES HOSPICES
CIVILS DE LYON - AMENAGEMENT DANS LE
PROLONGEMENT D'UN TROTTOIR EXISTANT -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2123-3 à 2123-6 et R. 2123-9 à R. 2123-14,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération N° 23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que les Hospices Civils de Lyon sont propriétaires d'une parcelle située sur la Commune d'Hyères-les-Palmiers Boulevard Edouard Herriot à Giens, cadastrée section HP n°0003, d'une superficie de 252.143 m², sur laquelle est implanté l'établissement hospitalier « René Sabran »,

CONSIDERANT que cette parcelle relève du domaine public des Hospices Civils de Lyon en raison de son affectation à un service public de soins et son aménagement permettant d'accueillir les usagers de ce service,

CONSIDERANT que cette parcelle comprend notamment un trottoir bordant le trottoir du Boulevard Edouard Herriot, devant faire l'objet de travaux d'aménagement sur une emprise de 82 m²,

CONSIDERANT que depuis sa création le 26 décembre 2017, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence « Création, aménagement et entretien du réseau routier Métropolitain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires » en lieu et place de ses communes membres,

CONSIDERANT les travaux d'aménagement sur le prolongement du trottoir existant pour permettre la création d'un cheminement piéton continu, sécurisé et normé vis-à-vis des normes PMR, devant être effectués par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les Hospices Civils de Lyon sont propriétaires de la parcelle cadastrée section HP n°0003 en vertu d'un legs,

CONSIDERANT que les dispositions dudit legs interdisent la vente par les Hospices Civils de Lyon, de la parcelle AP0003 relevant du domaine public,

CONSIDERANT que les Hospices Civils de Lyon ont proposé d'établir une convention de gestion pour permettre à la Métropole d'effectuer les travaux d'aménagement prévus sur une emprise de 82m² de la parcelle HP0003, tout en conservant la propriété de celle-ci conformément aux dispositions du legs,

CONSIDERANT que ce transfert de gestion nécessite la signature d'une convention de transfert de gestion d'emprise du domaine public à titre gracieux, pour une durée de 15 ans, entre les Hospices Civils de Lyon et la Métropole TPM,

CONSIDERANT que ladite convention précise les modalités techniques, administratives et financière de la gestion de l'emprise concernée par ladite convention en application des articles L. 2123-3 à 2123-6 et R. 2123-9 à R. 2123-14 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention de transfert de gestion d'emprise du domaine public,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de transfert de gestion d'une emprise du domaine public de 82 m² au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée établie sur la parcelle sise sur la commune de Hyères-Les -Palmiers (83400) boulevard Edouard Herriot, dépendant du domaine public des Hospices Civils de Lyon, cadastrée section HP n° 0003, concernant la réalisation de travaux d'aménagement portant sur le prolongement du trottoir existant afin de permettre la création d'un cheminement piéton continue, sécurisé et normé vis-à-vis des normes PMR, sur l'emprise sus-désignée.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à faire et signer tous les actes et document permettant d'officialiser cette convention de transfert de gestion.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 janvier 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION D'EMPRISES DU
DOMAINE PUBLIC DES HOSPICES CIVILS DE LYON**

**AU BENEFICE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

Commune de Hyères – Presqu'île de Giens

Boulevard Edouard Herriot – Partie de parcelle Section HP N°0003

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2123-3 et s. et R 2123-9 et s.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Les Hospices Civils de Lyon, ci-après désignés les « HCL » ou « Hôpital Renée Sabran », représentés par Son Directeur Général, Monsieur Raymond LE MOIGN, nommé à cette fonction suivant décret du Président de la République en date 29 décembre 2023 publié au Journal officiel du 31 décembre 2023.

**Ci-après dénommée « les Hospices Civils de Lyon » ou « Hôpital Renée Sabran »,
*D'une part,***

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est sis Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 09, représentée par Monsieur Jean Pierre GIRAN, Président, agissant en vertu d'une délibération du Bureau Métropolitain.

**Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée » ou
« MTPM »,
*d'autre part.***

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI

Les Hospices Civils de Lyon sont propriétaires de la parcelle cadastrée section HP n°0003 sise Boulevard Henri Herriot à Hyères (83400) d'une contenance de 252 143 m².

Cette parcelle comprend notamment un trottoir bordant le Boulevard Edouard Herriot à l'Est du poste de garde de l'établissement hospitalier, devant faire l'objet de travaux d'aménagement et dont la gestion doit être transférée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au titre de sa compétence « Création, aménagement et entretien du réseau routier Métropolitain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ». La Métropole Toulon Provence Méditerranée envisage de réaliser des travaux de prolongement du trottoir existant et cela empiète sur une portion de 82 m² de la parcelle cadastrée section HP n°0003.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le transfert d'une portion du domaine public des Hospices Civils de Lyon au profit de la Métropole, conformément aux dispositions des articles L. 2123-3 à L. 2123-6 et R. 2123-9 à R. 2123-14 du Code général de la propriété des personnes publique et aux conditions précisées par la présente convention.

Ce transfert n'est ni translatif de propriété, ni constitutif de droit réel au profit de la Métropole.

Toutefois, la Métropole sera, le cas échéant, propriétaire des aménagements et installations réalisées par ses soins sur l'emprise transférée.

La présente convention n'a pas pour effet et ne saurait être interprétée comme opérant une quelconque délégation de compétence exercée par les Hospices Civils de Lyon au profit de la Métropole.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES DEPENDANCES TRANSFEREES

Les dépendances faisant l'objet du présent transfert de gestion sont désignées comme suit :

SECTION	NUMERO	CONTENANCE
HP	Partie de la 0003	82m2

Tels que signalés sur les plans annexés à la présente convention (annexe 1).

Ce terrain relève du domaine public des Hospices Civils de Lyon en raison de son affectation à un service public de soin et son aménagement permettant d'accueillir les usagers de ce service.

Il est représenté sur le plan joint en annexe (annexe n°1).

Les espaces concernés sont mis à disposition de la Métropole libres de toute occupation.

La Métropole déclare avoir une parfaite connaissance des lieux et les accepter dans l'état où ils se trouvent à l'entrée en vigueur de la présente convention

ARTICLE 3 –AFFECTATION ET CONSERVATION DE LA DEPENDANCE TRANSFEREE

Le transfert de gestion est convenu exclusivement pour permettre à la Métropole de réaliser l'aménagement suivant :

La Métropole souhaite créer un trottoir dans la continuité de l'existant afin de permettre un cheminement piéton continue, sécurisé et normé vis-à-vis des références PMR.

Il est ainsi prévu de réaliser les prestations suivantes :

- Déplacement du branchement d'eau potable
- Dépose de la clôture
- Démolition du muret et des végétaux existants
- Terrassement du trottoir et de la chaussée
- Construction du muret support de clôture
- Construction de la clôture avec pose du grillage et d'un fourreau pour l'alimentation de la gâche du portillon
- Pose de bordures
- Mise en œuvre de GNT
- Application de 3 cm de BBSG 0/6 noirs sur le trottoir
- Application de 6cm de BBSG 0/10 noirs sur la chaussée
- Reprise du marquage au sol

Les Hospices Civils de Lyon autorisent la Métropole à réaliser les travaux nécessaires à cette opération. Elle conclura à cet effet, en son nom et sous sa responsabilité, tous les marchés et les conventions nécessaires.

La Métropole est tenue de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment l'urbanisme et la construction, la sécurité et la santé des travailleurs.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. La Métropole s'interdit de conférer à un tiers des droits réels ou personnels de nature à porter atteinte à la domanialité publique de la dépendance ou empêcher le nouvel usage que la Ville lui donnerait à l'issue de la présente convention quelles qu'en soient la cause et la date de survenance.

La présente convention est strictement personnelle. A ce titre, la Métropole ne pourra procéder à aucune cession partielle ou totale de ses droits.

ARTICLE 4 : OCCUPATION DE LA DEPENDANCE

La Métropole est chargée de gérer les biens objets du transfert de gestion suivant les règles applicables au domaine public et dans le respect de la sauvegarde de l'espace domanial.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La Métropole est responsable, à l'égard des Hospices Civils de Lyon et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance, notamment pour la couverture des risques tant à l'égard du voisinage que des tiers, qu'elle transmet pour information aux Hospices Civils de Lyon et de souscrire tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens objet de la présente.

La Métropole fera son affaire personnelle de toute responsabilité qu'elle pourrait encourir pour quelque cause que ce soit, du fait du bien dont la gestion lui est transférée par la présente convention, afin que les Hospices Civils de Lyon ne puissent pas être recherchés ou inquiétés du fait de l'utilisation des lieux ou des travaux entrepris sur celui-ci.

La Métropole exigera le cas échéant des occupants du domaine transféré la souscription de polices d'assurances équivalentes à celles qu'elle est tenue de contracter.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES DU TRANSFERT

6.1 L'article L.2123-6 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit que

« Le transfert de gestion prévu aux articles L.2123-3 à 2123-5 donne lieu à indemnisation à raison des dépenses ou de la privation de revenus qui peuvent en résulter pour la personne dessaisie. »

Les Parties conviennent cependant que le présent transfert de gestion est effectué à titre gratuit compte tenu d'une part, de la prise en charge par la Métropole des travaux nécessaires à l'élargissement du trottoir situé au droit de la parcelle HP n° 0003 et des frais liés à la garde du bien, des dépenses d'entretien, de maintenance, d'impôts et de charges et d'autre part, du caractère public de l'aménagement réalisé (réalisation d'un trottoir le long d'une voie publique)

6.2 La Métropole supporte toutes les charges relatives à la viabilité, la surveillance, le nettoyage, l'entretien ou les réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux ainsi que toutes les charges qui découleraient des aménagements qu'elle réalise dans le cadre de la mise en valeur des espaces public confiés en gestion. Elle s'acquitte de la totalité des charges.

Les frais inhérents à la présente convention, impôts et taxes auxquels les immeubles pourraient être assujettis, ainsi que les ouvrages réalisés le cas échéant, sont à la charge de la Métropole.

ARTICLE 7 – DUREE / ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention est établie pour une durée de 15 ans. A l'issue de cette période, la présente convention sera tacitement renouvelée d'année en année en cas de maintien de l'affectation de la propriété publique des Hospices Civils de Lyon transférée.

Elle entre en vigueur à compter de la dernière date de signature par les parties.

ARTICLE 8 – RESILIATION

8-1 Résiliation anticipée par les parties :

La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée par les parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée à l'autre partie en respectant un préavis de six mois pour un motif d'intérêt général lié à un changement d'affectation.

Dans ce cas, si la résiliation intervient pendant les 15 premières années et résulte de la volonté des Hospices Civils de Lyon, la Métropole peut prétendre à une indemnité égale au montant des dépenses exposées pour les aménagements réalisés par elle, objet de la présente convention, déduction faite de l'amortissement pratiqué.

Si la résiliation résulte de la volonté de la Métropole, celle-ci n'ouvre aucun droit à indemnité au profit des Hospices Civils de Lyon.

8-2 Résiliation unilatérale par les Hospices Civils de Lyon.

En cas d'inexécution par la Métropole d'une ou plusieurs de ses obligations dans le cadre de la présente convention, les Hospices Civils de Lyon disposeront de la faculté de procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention trente jours après mise en demeure non suivi d'effet dans un délai de deux mois.

De même, les Hospices Civils de Lyon pourront procéder unilatéralement à la résiliation de la convention en cas de non-respect par la Métropole de l'affectation prévue. Dans cette hypothèse, la résiliation sera prononcée par les Hospices Civils de Lyon après une mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de s'y conformer dans un délai d'un mois.

La résiliation de la convention par les Hospices Civils de Lyon pour non-respect de l'affectation prévue n'ouvre aucun droit à indemnité au profit de la Métropole.

ARTICLE 9 : SORT DU BIEN A L'ISSUE DE LA CONVENTION

A l'expiration de la convention, pour quelque cause que ce soit, les Hospices Civils de Lyon reprendront immédiatement et gratuitement la libre disposition des dépendances du domaine public objet du transfert de gestion.

Dans tous les cas de résiliation de la convention, la Métropole restitue les lieux en bon état d'entretien permettant leur fonctionnement normal mais reste dispensée de remettre les lieux dans leur état d'origine.

Tous les biens qui feront retour aux Hospices Civils de Lyon devront être libres de toutes charges.

Un état des lieux contradictoire est effectué au moins trois mois avant la date d'effet de la résiliation de la convention.

Si des manquements sont constatés au titre des opérations d'entretien et de maintenance auxquelles est tenue la Métropole, celle-ci sera tenue de verser aux Hospices Civils de Lyon une indemnité correspondant au coût de remise en état qui sera fixé d'un commun accord ou à défaut à dire d'expert désigné par le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au Tribunal Administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 11 – EXECUTION

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs. Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de la ou des Parties qui entendraient soumettre la convention à cette formalité.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention de transfert de gestion ou toute renonciation à un droit en résultant devra faire l'objet d'un avenant régulièrement signé par les Parties.

Convention établie en deux exemplaires originaux.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

- 1- Plan de principe du domaine à transférer ;
- 2- Délibération du Bureau Métropolitain approuvant la présente convention
- 3- Etat des lieux établis contradictoirement
- 4- Etat des risques naturels, miniers et technologiques

Pour les Hospices Civils de Lyon,
Le Directeur Général,

Pour la Métropole TPM,
Le Président,

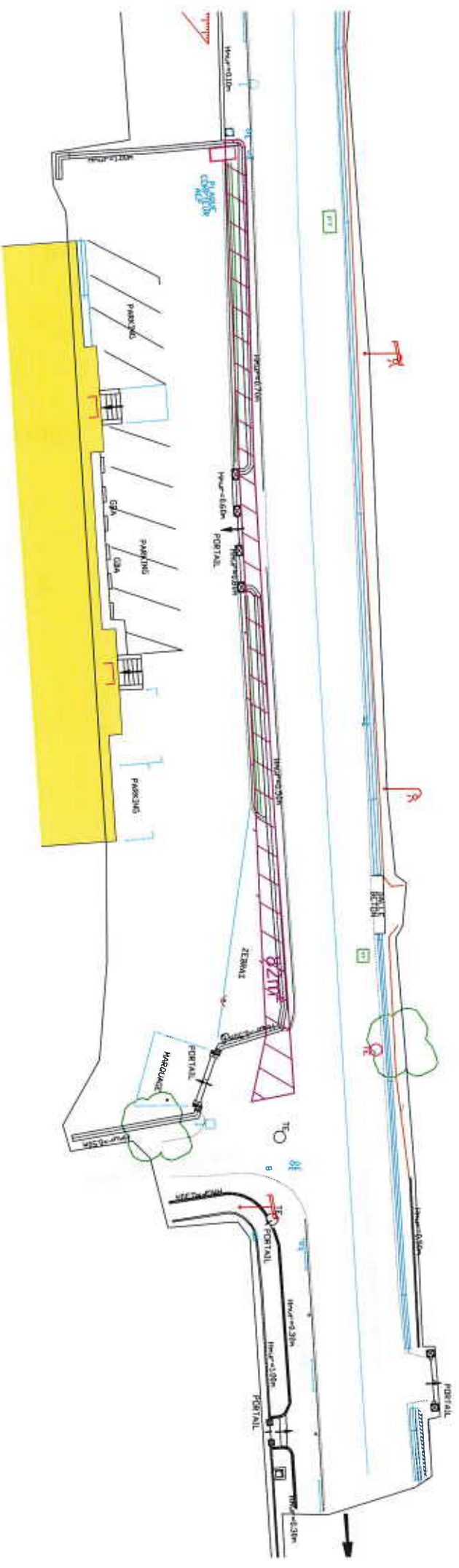
Raymond Le Moign

Jean Pierre GIRAN

A Lyon le

A Toulon le

Plan Transfert de Gestion



DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département : VAR Commune : HYERES	Section : HP Feuille : 000 HP 01 Échelle d'origine : 1/1000 Échelle d'édition : 1/2500 Date d'édition : 11/12/2024 (fuseau horaire de Paris) Coordonnées en projection : RGF93CC43	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : TOULON 171 Avenue de Vert Coteau CS 20127 83071 83071 TOULON CEDEX Tél. 04 94 03 95 00 -fax cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr	Cet extrait de plan vous est délivré par : cadastre.gouv.fr ©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics
---	--	---	---

